

Déclaration de confidentialité destinée aux clients, fournisseurs et tiers

Déclaration de confidentialité destinée aux clients et autres personnes intéressées

À l'aide des informations suivantes, nous souhaitons vous apporter, en tant que client ou personne intéressée par nos produits, une vue d'ensemble du traitement de vos données personnelles et de vos droits découlant de la législation en matière de protection des données. Le type de données traitées, et la manière de les traiter dépend de manière significative des prestations souhaitées ou convenues. Par conséquent, vous n'êtes pas concerné par l'intégralité de ces informations.

Quelles sources et données utilisons-nous ?

Nous traitons les données personnelles, que nous recevons dans le cadre des relations commerciales établies avec nos clients ou d'autres personnes intéressées. Tant que cela est nécessaire pour notre relation commerciale, nous traitons les données personnelles obtenues légalement de sources accessibles au public (par ex. listes de débiteurs, registres fonciers, registre du commerce, presse et Internet), ou que des tiers ont été autorisés à nous transmettre (par ex. rapport de crédit).

Les données personnelles concernées sont :

- N° de contact
- Prénom
- Nom
- Position
- N° de téléphone (professionnel)
- Adresse e-mail
- Département

Il peut également s'agir d'informations de commande (par ex. ordre de paiement), de données découlant de nos obligations contractuelles (par ex. données de vente lors de transactions financières).

Déclaration de confidentialité destinée aux clients, fournisseurs et tiers

Pour quelle raison traitons-nous vos données (motif du traitement) et sur quelle base juridique ?

Nous traitons des données personnelles conformément aux dispositions du Règlement général européen de protection des données (RGPD UE) et de la Loi allemande sur la protection des données (BDSG)

a. Pour l'exécution d'obligations contractuelles (art. 6 al. 1 b du RGPD UE)

Le traitement des données survient pour fournir et exécuter des commandes et ordres dans le cadre de l'exécution de nos contrats conclus avec notre clientèle, ou afin d'exécuter des mesures pré-contractuelles sur demande. En premier lieu, les objectifs du traitement des données se réfèrent à un produit et service concret et peuvent comprendre notamment des évaluations des besoins, conseils, contrats d'achat et contrats d'ouvrages, ainsi que des exigences réglementaires. Vous pouvez consulter les autres spécificités des objectifs du traitement dans les documents contractuels et conditions générales correspondantes.

b. Dans le cadre de l'évaluation des intérêts (art. 6 al. 1 f du RGPD UE)

Si nécessaire, nous traitons également vos données en exécutant le contrat afin de préserver nos intérêts légitimes ou ceux de tiers. En voici quelques exemples :

- La consultation de données et l'échange de données avec des bureaux d'information (par ex. SCHUFA) afin de déterminer un risque de solvabilité ou de crédit
- Vérification et optimisation des procédés d'évaluation des besoins en contactant directement le client,
- Publicité ou étude de marché et d'opinion, tant que vous n'avez pas contredit l'utilisation de vos données,
- Revendications de droits et défense en cas de litige juridique,
- Garantie de la sécurité informatique et de l'installation informatique de l'entreprise,
- Empêcher et clarifier des infractions,
- Surveillances vidéo pour préserver la liberté du domicile, pour rassembler des éléments de preuve lors de cambriolage (cf. art. 4 du RGPD),
- Mesures pour la sécurité des bâtiments et sûreté des installations (par ex. contrôles d'accès),
- Mesures pour garantir la liberté du domicile,
- Mesures pour le contrôle de l'activité et le développement continu des prestations et produits,

Déclaration de confidentialité destinée aux clients, fournisseurs et tiers

- Gestion des risques

c. En raison de votre consentement (art. 6 al. 1 a du RGPD UE)

Dès que vous nous donnez votre consentement pour le traitement de données personnelles dans des objectifs précis (par ex. divulgation de données, évaluation de données de messagerie financière à des fins marketing, photographies dans le cadre d'événements, envoi de newsletter), la légitimité de ce traitement s'établit sur la base de votre consentement. Un consentement émis peut être révoqué à tout moment. Ce principe s'applique également pour les révocations de déclarations de consentement, qui nous sont parvenues avant l'entrée en vigueur du RGPD UE, et donc avant le 25 mai 2018. La révocation d'un consentement prend uniquement effet pour l'avenir, et ne concerne pas la légalité des données traitées jusqu'à la révocation.

d. En raison des prescriptions légales (art. 6 al. 1 c du RGPD UE) ou d'intérêts publics (art. 6 al. 1 e du RGPD UE)

En outre, en tant qu'entreprise, nous sommes soumis à diverses obligations légales, à savoir des exigences légales (par ex. Loi contre le blanchiment d'argent, Lois fiscales ainsi qu'exigences réglementaires). On retrouve notamment dans les objectifs de traitement l'enquête de solvabilité, la vérification de l'identité et de l'âge, la prévention contre le blanchiment d'argent et la fraude, l'exécution des obligations fiscales de contrôle et de notification, ainsi que l'évaluation et le contrôle des risques au sein de l'entreprise.

Qui reçoit mes données ?

Au sein de l'entreprise, chaque employé reçoit un accès à vos données, requis afin de remplir nos obligations contractuelles et légales. Les prestataires et personnes auxiliaires que nous employons peuvent également recevoir des données à ces fins, lorsque ces données préservent notamment les questions de confidentialité et d'intégrité. Il s'agit d'entreprise actives dans les catégories des prestations informatiques, de la logistique, des services d'impression, des télécommunications, du recouvrement, des services de conseil, ainsi que de la distribution et du marketing.

Concernant le transfert des données à des destinataires se trouvant hors de notre entreprise, nous veillons tout d'abord à transmettre uniquement les données personnelles requises conformément aux dispositions applicables. De principe, nous pouvons uniquement transmettre des informations vous concernant, lorsque des dispositions légales l'exigent, lorsque vous y avez consenti, ou lorsque nous sommes autorisés à délivrer ces renseignements. Sous ces conditions, les destinataires des données personnelles peuvent être par ex. :

Déclaration de confidentialité destinée aux clients, fournisseurs et tiers

- Institutions et organes publics (par ex. autorités fiscales, autorités judiciaires, tribunaux des familles, registres fonciers) lors de l'existence d'une obligation légale ou officielle.
- Autres instituts de crédit et de services financiers ou institutions similaires, auxquels nous transmettons des données personnelles dans le cadre de l'exécution d'une relation commerciale
- Créanciers ou administrateurs judiciaires, qui interviennent dans le cadre d'une saisie,
- Comptables,
- Prestataires, auxquels nous avons recours dans le cadre du traitement des commandes.

Des données sont-elles transmises à un État-tiers ou une organisation internationale ?

Un transfert des données à des entités situées en dehors de l'Union Européenne (« États-tiers ») survient, dès que

- cette mesure est requise pour l'exécution de vos demandes
- la loi le prescrit ou
- qu'il s'agit d'un impératif au sein du groupe IMC

En outre, un transfert des données est prévu à l'attention d'entités d'États-tiers dans les cas suivants :

- Dès que cela s'avère nécessaire dans des cas particuliers, vos données personnelles seront éventuellement transmises à un prestataire informatique installé dans un États-tiers, afin de garantir les activités informatiques de l'entreprise en respectant le niveau de protection européen des données.

Déclaration de confidentialité destinée aux clients, fournisseurs et tiers

Combien de temps mes données sont-elles sauvegardées ?

Nous traitons et sauvegardons vos données personnelles, tant que cette mesure est requise afin d'exécuter nos obligations contractuelles et légales.

Si ces données ne sont plus requises afin d'exécuter des obligations contractuelles ou légales, elles sont régulièrement supprimées, à moins que leur traitement – temporaire – soit requis aux fins suivantes :

- Exécution d'obligations de conservation commerciales et fiscales
- Code du commerce allemand (HGB), Code fiscal allemand (AO), Loi allemande de lutte contre le blanchiment d'argent (GwG). Les délais prévus pour la conservation ou la documentation sont généralement de deux à dix ans.
- Respect des éléments de preuves, dans le cadre des délais de prescription légaux. Conformément aux articles 195 et suivants du Code civil allemand (BGB), ces délais de prescription peuvent atteindre 30 ans, tandis que le délai de prescription ordinaire peut atteindre 3 ans.

Quels sont mes droits en matière de protection des données ?

Chaque personne intéressée dispose d'un droit de renseignement conformément à l'article 15 du RGPD, d'un droit de rectification conformément à l'article 16 du RGPD, d'un droit de suppression conformément à l'article 17 du RGPD, d'un droit de limitation du traitement des données conformément à l'article 18 du RGPD, d'un droit de contestation selon l'article 21 du RGPD ainsi que d'un droit de portabilité des données selon l'article 20 du RGPD.

En cas de droit de renseignement et de droit de suppression des données, des restrictions s'appliquent conformément aux articles 34 et 35 de la nouvelle Loi allemande sur la Protection des données (BDSG). En outre, il existe un droit de réclamation auprès de l'autorité compétente en matière de protection des données (article 77 du RGPD comparé à l'art. 19 BDSG).

Vous pouvez nous indiquer à tout moment votre choix de contester un consentement émis pour le traitement de vos données personnelles. Ce principe s'applique également pour les révocations de déclarations de consentement, qui nous sont parvenues avant l'entrée en vigueur du RGPD UE, et donc avant le 25 mai 2018. Veuillez noter que cette réclamation s'applique uniquement pour les actions à venir. Les traitements survenus avant cette réclamation, ne sont pas concernés.

Déclaration de confidentialité destinée aux clients, fournisseurs et tiers

Suis-je obligé de mettre des données à disposition ?

Dans le cadre de nos relations commerciales, vous êtes tenus de mettre à disposition vos données personnelles, qui sont requises pour l'intégration, l'exécution et la mise à terme d'une relation commerciale, et afin d'exécuter les obligations contractuelles y relatives, ou lorsque nous y sommes légalement tenus d'effectuer leur collecte. Sans ces données, nous ne serons généralement pas en capacité de conclure un contrat avec vous, de l'exécuter ou d'y mettre un terme.

Dans quelle mesure existe-t-il une prise de décision automatisée ?

Conformément à l'article 22 du RGPD, nous n'utilisons aucune prise de décision automatisée afin de justifier, d'exécuter ou de mettre un terme à la relation commerciale. Si nous devons mettre en place ces processus dans des cas particuliers (par ex. afin d'améliorer nos produits et services), nous vous informerons plus particulièrement des droits y relatifs, tant que cette mesure est légalement prescrite.

Y a-t-il un profiling ?

Non. (à l'exception de Google Analytics sur nos pages Internet).

Déclaration de confidentialité destinée aux clients, fournisseurs et tiers

Informations sur votre droit de réclamation, conformément à l'article 21 du RGPD

Droit de réclamation individualisé

Pour des raisons émanant de votre situation particulière, vous disposez à tout moment du droit de vous opposer au traitement des données personnelles concernées, survenant conformément à l'article 6 alinéa 1 lettre e du RGPD (traitement des données d'intérêt public) et à l'article 6 alinéa 1 lettre f du RGPD (traitement des données sur la base d'une évaluation des intérêts) ; ce principe s'applique également pour le profiling se référant à cet disposition, au sens de l'article 4 n° 4 du RGPD.

Si vous engagez une procédure de réclamation, nous ne traiterons plus vos données personnelles, à moins que nous soyons en mesure de présenter des raisons impérieuses et valables pour poursuivre le traitement, ces raisons prévalant sur vos intérêts, droits et libertés. Ce principe s'applique notamment lorsque le traitement est requis afin de faire valoir, d'exercer ou de défendre des droits.

Responsable de la protection des données et destinataire d'une réclamation émise

Le recours peut être adressé de façon informelle, en indiquant pour objet « Réclamation », ainsi que votre nom, votre adresse et votre entreprise, à :

Ingersoll Werkzeuge GmbH
Stefan Pfordt
Kalteiche-Ring 21-25
D-35708 Haiger
Tél. : +49 (0) 2773-742-121
gdpr@ingersoll-imc.de